



Communiqué de presse

Nîmes le 19 juillet 2016

Le Département confirme son désengagement total des Missions Locales Jeunes du Gard et désinvestit l'action sociale en direction des 16-25 ans

*Il s'y était engagé auprès de l'intersyndicale. Le Département a convoqué ce lundi 18 Juillet 2016 les Présidents, Directeurs, et financeurs des Missions Locales du Jeunes (Etat/Europe, Région, Agglos, Villes) pour ne finalement annoncer : **RIEN !***

C'est donc là une scandaleuse mascarade que d'avoir laissé penser à un changement de positionnement dans la perspective de cette réunion convoquée à grands frais et entachée au final de nullité, alors qu'il y a quelques semaines, le président du Département expliquait sur la gazette de Nîmes à propos de la situation des Missions Locales jeunes « *Je ne vais pas les laisser mourir comme ça* ».

Malgré une mobilisation intersyndicale unitaire et sans faille, **un rassemblement de plus de 120 personnes le 24/06/16, une pétition portée à 800 signataires**, l'équipe PS-FDG de Mr BOUAD n'aura pas sourcillé. La confirmation du désengagement du Département (annoncée initialement le 12 Mai 2016) traduit dès lors son retrait définitif de ses compétences pour l'action sociale en faveur des jeunes en difficulté.

Pour l'intersyndicale, au-delà de la dramatique suppression annoncée des postes, ce retrait brutal orchestré par une majorité de « gauche » ne manquera pas de faire un précédent dans la nouvelle grande Région et ailleurs. Contrairement aux discours de façade, loin derrière les missions dites "obligatoires" du Département, **la jeunesse défavorisée n'est donc plus une priorité et continue à être la victime collatérale d'une inconsistance notoire de la concertation territoriale.**

A force de toujours plus de régression sociale, personne ne s'étonnera donc demain des dérives dramatiques de la "délinquance de survie" et de ses récupérations par des groupes extrémistes.

Nous dénonçons donc une fois de plus avec force et indignation syndicale ce désengagement du Département du Gard qui tentera probablement de se réfugier derrière l'action de ses propres services, à l'heure même où ces mêmes services sont déjà fortement soumis à un régime de rigueur, de réductions drastiques d'effectifs, et à un saupoudrage inefficace des missions.

Nous, organisations syndicales de salarié-es, acteurs et actrices ou non de l'action sociale et de l'insertion, **restons mobilisé-es contre les politiques d'austérité et destruction des droits** qui portent gravement atteinte aux solidarités et à un tissu social pourtant déjà si fragilisé.

De la crise de 2008 aux Panama Papers, nous refusons encore et toujours, ici ou ailleurs, de payer LEUR crise!

Intersyndicale: CNT union départementale 30, CNT Fédération santé - sociale, Union syndicale Solidaires 30, SUD Santé - sociaux 30 - 48, SUD SIFP Territoriaux du Gard, SUD Département, UL CGT Nîmes, CGT Mission locale Languedoc-Roussillon, CGT Département, FSU 30.